

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/W/13/Add.1

14 juin 2000

(00-2369)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

LIMITATIONS INDIQUÉES DANS LES LISTES DES MEMBRES CONCERNANT LES SUBVENTIONS

Note du Secrétariat

Addendum

I. INTRODUCTION

1. À sa réunion du 24 mars 2000, le Groupe de travail des règles de l'AGCS a demandé au Secrétariat de mettre à jour le document S/WPGR/W/13 pour y inclure les limitations concernant les subventions indiquées dans les listes d'engagements spécifiques communiquées depuis lors. Pour que la consultation de la présente note soit plus aisée, celle-ci est présentée de manière légèrement différente de la note initiale, mais l'objectif reste le même et les renseignements fournis n'en sont pas affectés.

2. Les tableaux ci-après reprennent les inscriptions concernant les subventions figurant dans les documents suivants: i) engagements inscrits dans les listes par les Membres à la suite des négociations prolongées sur les télécommunications de base, conclues le 15 février 1997, qui sont annexés au quatrième Protocole annexé à l'AGCS; ii) engagements inscrits dans les listes par les Membres dans le cadre des négociations prolongées sur les services financiers, conclues le 12 décembre 1997, qui sont annexés au cinquième Protocole annexé à l'AGCS; et iii) listes des Membres ayant accédé à l'Organisation mondiale du commerce au titre de l'article XII de l'Accord sur l'OMC depuis le 1^{er} janvier 1996.

3. Comme dans le document S/WPGR/W/13, il convient de rappeler que les renseignements contenus dans la présente note ne sont pas complets au moins à deux égards. Premièrement, seules les inscriptions faisant explicitement référence à des subventions et à d'autres formes de contributions financières ou de transferts de fonds par les autorités publiques d'un Membre ont été prises en compte. Un certain nombre d'inscriptions n'ont pas été incluses, soit parce qu'il était difficile d'évaluer la nature précise de la mesure, soit parce que, faute de définition convenue sur ce que constitue une "subvention" dans le cadre de l'AGCS, des problèmes d'interprétation se seraient posés. À cet égard, les exonérations d'impôts et autres formes d'incitations fiscales n'ont pas été prises en compte bien qu'elles puissent s'accompagner d'un avantage financier. Deuxièmement, il ne faut pas oublier qu'il peut également y avoir subventionnement dans des secteurs ou pour un mode de fourniture n'ayant pas fait l'objet d'engagements. Pour des raisons évidentes, les listes des Membres ne mentionnent pas de tels programmes.

I. NÉGOCIATIONS SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE BASE (QUATRIÈME PROTOCOLE)

b) Bangladesh (GATS/SC/8/Suppl.1, page 2)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur		Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2.	SERVICES DE COMMUNICATION		1) ,3) Certaines subventions et certains avantages fiscaux ne peuvent être accordés qu'aux exploitants nationaux.	[...]
C.	<u>Services de télécommunication</u>			
	Tous les secteurs	[...]		

II. NEGOCIATIONS SUR LES SERVICES FINANCIERS (CINQUIÈME PROTOCOLE)

a) République de Corée (GATS/SC/48/Suppl.3, page 3)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE (TOUS LES SECTEURS)</p> <p>Les révisions indiquées dans la section TOUS LES SECTEURS de la présente liste ne concernent que le mode 3 de la section correspondante des engagements figurant dans le document GATS/SC/48/Suppl.1/Rev.1.</p>	<p>3) [...]</p>	<p>3) [...]</p> <p>Le droit à la perception de subventions et aux avantages fiscaux peut être réservé aux sociétés établies en Corée conformément à la législation en la matière.</p> <p>Non consolidé pour les subventions à la recherche-développement.</p>	<p>[...]</p>

b) République de Slovénie (GATS/SC/99/Suppl.1, page 3)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	[...]	<p>[...]</p> <p><u>Subventions:</u></p> <p>Néant, sauf pour les succursales établies en République de Slovénie par une société étrangère. Le droit à des subventions de la République de Slovénie peut être réservé aux personnes morales établies sur son territoire ou dans une subdivision géographique particulière de ce territoire. Non consolidé pour ce qui concerne les subventions à la recherche-développement. La fourniture d'un service ou le fait de subventionner un service dans le secteur public n'est pas contraire à cet engagement.</p>	

III. PAYS AYANT ACCÉDÉ À L'OMC DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 1996

a) République de Bulgarie (GATS/SC/122, page 3)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS ¹ [...] Subventions	[...]	[...] 1), 2), 3), 4) L'octroi et l'utilisation de subventions sont réservés aux personnes morales ou physiques bulgares, respectivement. La fourniture ou le subventionnement d'un service dans le secteur public ne constitue pas un manquement à cet engagement.	

¹ Note de bas de page non reproduite.

b) République d'Estonie (GATS/SC/127, page 2)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
Tous les secteurs	[...]	1), 2) Seuls les contribuables estoniens, c'est-à-dire les personnes juridiques enregistrées conformément à la législation estonienne et les citoyens estoniens peuvent se voir octroyer des subventions nationales par l'Estonie.	

c) Qatar (GATS/SC/120, pages 3 et 4)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS FIGURANT SUR LA PRÉSENTE LISTE	[...]	<p>[...]</p> <p>3), 4) Les industries de services et services nationaux peuvent bénéficier de certaines incitations et aides, par exemple zones industrielles, facilités pour obtenir des prêts financiers, études de marché et programmes de commercialisation, y compris organisation d'expositions ou dispositions en vue de faciliter la présence dans les pavillons qatariens à des foires et expositions internationales, gratuitement ou à peu de frais, établissement de centres de commercialisation (dans le pays ou à l'étranger), et/ou octroi de rabais sur les prix des programmes publicitaires à la télévision nationale et les tarifs des agences de publicité nationales.</p>	
	[...]	<p>4) [...]</p> <p>Les programmes de logements, les programmes sociaux et certains soins de santé gratuits sont réservés aux ressortissants qatariens.</p>	

d) Émirats arabes unis (GATS/SC/121, page 1)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
TOUS LES SECTEURS FIGURANT DANS LA PRÉSENTE LISTE	[...]	3) [...] iii) Les services subventionnés par l'État ne peuvent être fournis qu'aux nationaux des Émirats.	

e) Jordanie (WT/ACC/JOR/33/Add.2 – WT/MIN(99)/Add.2, page 2)

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
A. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
Tous les secteurs spécifiés dans la présente liste		En ce qui concerne les subventions, les modes 1), 2), 3) et 4) sont non consolidés.	